

COUPE DU MONDE DE FOOTBALL 2014

LES CONSEQUENCES FINANCIÈRES POUR LE BRÉSIL

Lorsque le Brésil s'est vu confier en 2007 l'organisation de la Coupe du monde de football, les attentes étaient immenses. Avec cette Coupe du monde, la sixième économie mondiale voulait se présenter en tant que leader régional et pays émergent en pleine évolution. Les attentes en termes de bénéfices étaient tout aussi importantes: dans l'une de ses études, le cabinet de conseil Ernest & Young a laissé le Brésil espérer des investissements consacrés à la Coupe du monde de football d'un montant de 74 milliards de dollars et la création de 3,63 millions de nouveaux emplois par an pour la période de 2010 à 2014.

Les finances: un jeu à somme nulle



De belles promesses, mais rien de plus. Du moins en ce qui concerne le Brésil. Le pays a organisé la Coupe du monde de football la plus chère de tous les temps et a investi environ 13,9 milliards de dollars. Contrairement aux promesses initiales, la Coupe du monde ne fut pas financée par des investisseurs privés, mais en majeure partie par des fonds publics, c'est-à-dire l'argent des contribuables. Afin de protester contre les dépenses élevées liées à la Coupe du monde, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue. Elles appelaient à des investissements dans les secteurs de la santé, de l'éducation et du transport, sérieusement

touchés par la crise.

Le ministère du tourisme estime à environ 15 milliards de dollars les recettes liées à la Coupe du monde de football. Cela correspondrait à un bénéfice d'environ 1,7 milliard de dollars et 0,7% du produit intérieur brut: la Coupe du monde n'aurait donc produit pratiquement aucun effet. Le secteur du tourisme, notamment, a réalisé des bénéfices. Ce phénomène s'est également produit en 2010 en Afrique du Sud. De l'essor de la conjoncture économique d'alors, il ne reste plus rien aujourd'hui. Au contraire, les contribuables du Cap remboursent toujours les frais liés à la Coupe du monde de football 2010.

Bénéfice pour la Fifa, coûts pour le pays

La Fifa peut compter sur un revenu record : elle a réalisé pour la période financière 2011-2014 un bénéfice de 5,718 milliards de dollars. La part du lion provient du marketing, des sponsors et des droits télévisuels pour la retransmission des rencontres. La riche Fifa, qui disposait déjà d'une réserve de 1,4 milliard de dollars, s'est encore fortement enrichie avec la Coupe du Monde au Brésil.

Le gouvernement brésilien concéda à la Fifa des avantages massifs et lui offrit un soutien actif pour éliminer les potentielles entraves. Quelques exemples:

- La loi autorisait les dirigeants, partenaires et clients de la Fifa, de même que toutes les personnes choisies par la Fifa, à entrer librement dans le pays sans aucune forme de restriction.
- Tous les frais relevant d'actions, de plaintes ou de demandes d'indemnisations à l'encontre de la Fifa ou de ses conseillers devaient être pris en charge par l'Etat brésilien.
- La Fifa et ses sponsors ont obtenu le droit de vendre leurs marques de manière exclusive et dans des zones réglementées spécifiques.
- La Fifa a bénéficié d'une exonération fiscale étendue: «Aucun paiement d'impôt, taxe ou autre charge ne doit être exigé de la part de la Fifa, de la société de la Fifa, de la délégation de la Fifa, des équipes, des officiels, des confédérations de la Fifa et des organisations membres (...). Ils doivent être considérés comme des personnes/entités exonérées d'impôts.»

La Fifa a économisé ainsi environ 291 millions de dollars et le secteur de la construction environ 171 millions de dollars. Les pertes fiscales pour l'Etat brésilien s'élèvent à un total de 462 millions de dollars.

Les stades

Le prix des stades fut élevé: les constructions nouvelles et les transformations ont coûté 4,2 milliards de dollars et ont été financées pour la plus grande part par les pouvoirs publics. Contrairement aux précédentes Coupes du monde en Afrique du Sud et en Allemagne, les stades brésiliens se sont révélés bien plus coûteux: alors qu'un siège de stade coûtait environ 3380 dollars en Allemagne, ce même siège coûtait 3640 dollars en Afrique du Sud et 6230 dollars au Brésil.

En outre, au moins quatre stades sont considérés comme des «éléphants blancs» et leurs coûts ne pourront jamais être couverts. En effet, les équipes de football de Manaus, Cuiabá, Natal et Brasilia ne jouent pas en première division et parfois pas même en deuxième division. Les conséquences:

- le stade de Brasilia fut de loin le plus cher avec un coût total de 730 millions de dollars. Entre mai 2013 et avril 2014, il a engendré environ 700000 dollars de dépenses.
- Le stade de Cuiabá n'a accueilli que quatre matchs de la Coupe du monde et a coûté 310 millions de dollars, soit 74% de plus que prévu. Dans les journées de championnat actuelles, 576 personnes en moyenne assistent à un match. Le stade peut accueillir 41390 personnes.
- Le stade de Manaus a coûté 348 millions de dollars pour accueillir quatre matchs de la Coupe du monde de football.

Les conditions de travail

L'une des principales raisons de la candidature du Brésil en tant que pays organisateur de la Coupe du monde de football était l'espoir de nouveaux emplois mieux rémunérés. L'économiste brésilien Celso Toledo en vient cependant à la conclusion que la Coupe du monde n'a eu que des conséquences faibles voire négatives sur l'économie. Une étude du syndicat des ouvrier-ère-s du bâtiment ICM a également montré que les ouvrier-ère-s du bâtiment ont gagné moins que prévu. 83% d'entre eux n'ont gagné que le salaire minimum de 377 dollars ou juste un peu plus (jusqu'à 400 dollars). En outre, la construction des stades a engendré pressions et violations des droits des travailleur-se-s: huit travailleur-e-s sont décédé-e-s pendant les travaux de construction. Six d'entre eux travaillaient sur des chantiers sur lesquels les pressions liées aux retards étaient particulièrement importantes. Lors de grèves, les ouvrier-ère-s du bâtiment ont lutté pour leurs droits: conformément à la loi brésilienne, ils étaient en droit d'obtenir la rémunération des heures supplémentaires. La plupart de ces grèves ont conduit à la reconnaissance de ces revendications. Ils ont régulièrement manifesté pour obtenir des salaires mieux rémunérés et les ont obtenus.

Le commerce de rue



Les espoirs des 350000 vendeur-se-s de rue concerné-e-s se sont aussi rapidement brisés. En temps normal, ils travaillent déjà dans des conditions difficiles, mais celles-ci se sont encore dégradées en raison de la Coupe du monde. Les marchand-e-s de rue situé-e-s près des stades furent particulièrement affecté-e-s par les zones réservées de la Fifa. Nombre d'entre eux durent évacuer leur emplacement trois ans avant le début de la Coupe du monde pour

laisser la place aux travaux de construction. Ceci fut également le cas pour la construction de routes dans les villes de Salvador, Natal, Fortaleza et Belo Horizonte.

Une forte résistance nationale et internationale a permis d'assouplir les restrictions de la Fifa dans ces zones réservées. Mais seulement à peine 4000 marchand-e-s ont obtenu le droit de vendre leurs articles dans ces zones. Un exemple: à São Paulo, 2400 sur les 158000 marchand-e-s de rue – soit moins de 2% – ont été touché-e-s par cette mesure. Il s'agit pourtant de la ville où les marchand-e-s ont le plus largement bénéficié de cet assouplissement.

Les marchand-e-s de rue ont perdu partiellement leurs revenus bien avant le début de la Coupe du monde. Et ce, notamment à Belo Horizonte, où 25000 personnes vivent du commerce de rue. 400 marchand-e-s de rue y vendaient leurs marchandises dans un marché permanent autour du stade de football. Ils durent céder leur place dès 2010 pour les travaux de construction et perdirent ainsi leurs revenus.

La répression à l'encontre des marchand-e-s de rue a également gagné en intensité. A Porto Alegre, 110000 produits furent saisis, soit 20% de plus que l'année précédente. A Cuiabá, ils ne furent pas chassés uniquement des abords des stades, mais aussi des gares et des autres places de marchés traditionnelles de la ville.

Les projets de transport

Le mécontentement suscité par les transports en commun et les autres services publics a engendré en 2013 un fort mouvement de protestation lors de la répétition générale de la Coupe du monde de football. La Coupe du monde de football et la Fifa devinrent le symbole de plusieurs milliards de dépenses inutiles pendant que la population souffrait.

Les projets de mobilité n'ont pas non plus tenu leurs promesses. Sur 44 projets, 16 furent annulés. Les autres furent réduits de manière drastique. Certains, comme à Fortaleza, ne furent pas terminés avant le début de la Coupe du monde. De plus, les lignes de métro promises en de nombreux lieux ne furent pas construites et furent remplacées par des bus rapides. Ces derniers sont certes meilleur marché, mais peuvent transporter moins de personnes et sont bien plus lents. C'est la raison pour laquelle ils ne sont pas adaptés pour résoudre les graves problèmes de mobilité du Brésil, contrairement aux métros. Les riverains critiquent également le fait que rien n'a changé pour eux.

Les expulsions

«Quand je suis rentrée chez moi, notre maison était déjà complètement submergée. Les hommes de la ville avaient percé les conduites avec leurs marteaux-pilons», raconte Elisangela. L'un d'eux la menaça, lui disant qu'elle pouvait «sortir d'ici de la manière douce ou forte». Elisangela décrit un destin semblable à celui de beaucoup de victimes de déplacements: elles furent chassées de chez elles sous la contrainte, souvent sans proposition de relogement, sans indemnisation et sans respecter les droits humains. Selon l'ONG brésilienne Ancop (Articulation nationale de comités populaires), 250000 personnes furent concernées par ces expulsions dans les 12 villes hôtes. Beaucoup durent partir à cause de la construction de nouvelles infrastructures, comme des autoroutes ou des liaisons ferroviaires.

Le gouvernement brésilien conteste les chiffres de l'Ancop et déclare que 35653 personnes «seulement» auraient été expropriées ou expulsées. Raquel Rolnik, rapporteuse spéciale de l'ONU pour le droit au logement 2008 à 2014, critiqua immédiatement cette déclaration, car plusieurs actions d'expulsion n'apparaissent pas, ou seulement en partie, dans les chiffres du gouvernement.



te-
de

Elle critiqua également fortement le procédé des expulsions: les habitants ont été trop peu informés et ne savaient pas jusqu'à quand ils devaient quitter leur maison ni à quel point celle-ci serait endommagée. Les indemnisations furent faibles ou inexistantes. Selon Raquel Rolnik: «Un processus de déplacement ne doit pas aggraver la situation d'une personne. Mais cela s'est produit dans de nombreux cas.» Comme à Rio de Janeiro, où des personnes furent envoyées vers le lotissement construit dans le cadre du programme de logement du gouvernement «Minha casa, minha vida» (Ma maison, ma vie). Ce complexe se situe à 60 kilomètres de leur ancien domicile et ne comprend aucune infrastructure: aucune école publique, aucun approvisionnement en eau, aucun égout et aucun système de transport efficace. Cela signifie pour la plupart un trajet d'au moins deux heures jusqu'à leur lieu de travail, ce qu'ils ne peuvent pas se permettre.

Les protestations sociales

En 2013, lors de la Coupe des Confédérations, de nombreuses manifestations de rue contre le gouvernement brésilien et la Fifa eurent lieu. L'Etat dépensa 3,5 millions de dollars en balles en caoutchouc et en gaz lacrymogène. Les manifestations furent largement interdites. Depuis mai et jusqu'à la fin de la manifestation, une équipe constituée de 414 avocat-e-s et procureur-e-s travailla 24 heures sur 24 pour traiter les informations relatives aux cessations de travail dans les services publics, aux barrages des autoroutes ou aux occupations de bâtiments et pour les réprimer, si nécessaire, par des interventions policières et des procédures judiciaires. Dans de nombreux cas documentés, cela occasionna également des brutalités policières. Pour la société civile brésilienne, les pratiques employées lors de la Coupe du monde évoquent un

retour à une dictature. Beaucoup craignent désormais que la militarisation et l'état d'urgence ne deviennent monnaie courante.

Le bilan en bref :



- La Coupe du monde de football du Brésil, avec 13,3 milliards de dollars, est la Coupe du monde de football la plus chère de tous les temps (respectivement 34% et 110% plus onéreuse que celles organisées en Afrique du Sud et en Allemagne). Les chiffres définitifs ne sont pas encore disponibles.
- Les frais furent presque entièrement répercutés sur les contribuables, car peu d'investisseurs privés participèrent.
- Les dettes des villes hôtes s'élevèrent à 51% en moyenne, soit le double des dettes des villes brésiliennes n'ayant pas accueilli la Coupe du monde.
- Le ministère du tourisme prévoit un bénéfice de 1,7 milliard de dollars. Cela correspondrait à 0,7% du PIB. La Coupe du monde n'aurait donc produit pratiquement aucun effet.
- La Fifa prévoit un revenu de 4 à 5 milliards de dollars environ, soit un bénéfice record d'environ 3 milliards. Un montant bien plus important que celui de la Coupe du monde en Afrique du Sud, où le bénéfice s'est élevé à environ 2,2 milliards.
- La Fifa insista pour obtenir des avantages et privilèges fiscaux étendus pour elle-même, ses clients, partenaires, sponsors et organisations membres. La Fifa économisa ainsi environ 291 millions de dollars et le secteur de la construction environ 171 millions de dollars. Les pertes fiscales pour l'Etat brésilien s'élèvent à 462 millions de dollars.
- Les frais d'un siège de stade s'élevèrent à 6230 dollars au Brésil, soit nettement plus qu'en Allemagne (3380 dollars) ou en Afrique du Sud (3640 dollars). La Coupe du monde de football laisse au Brésil quatre luxueux stades considérés comme des «éléphants blancs», qui ne seront que peu réutilisés après la Coupe du monde.
- Des emplois ne furent créés qu'à court terme dans les secteurs de la construction ou du tourisme. L'espoir lié à des milliers ou même à des centaines de milliers de nouveaux emplois ne s'est pas concrétisé. Grâce à un total de 26 grèves, les ouvrier-ère-s du bâtiment de la Coupe du monde obtinrent des salaires plus élevés. La pression liée aux retards engendra de nombreux accidents. La construction des stades coûta la vie à huit personnes.
- 350000 marchand-e-s de rue environ travaillent dans les 12 villes hôtes. Nombre d'entre eux furent chassés de leur emplacement près des stades, des arrêts de bus, des grands hôtels et des centres médiatiques et pour certain-e-s plusieurs années avant le début de la Coupe du monde. 4000 marchand-e-s de rue seulement obtinrent le droit (limité) de vendre leurs articles près des stades pendant la Coupe du monde.
- 250000 personnes furent chassées de leurs maisons. Elles durent partir à cause de la construction de nouvelles infrastructures et furent souvent expulsées sans avertissement ni indemnisation. Elles furent parfois déplacées vers des quartiers éloignés sans infrastructure, ni possibilité de transport vers leur lieu de travail.
- 70% seulement des projets d'infrastructure prévus furent entrepris et certains d'entre eux n'étaient toujours pas terminés avant la fin de la Coupe du monde. Les projets liés aux transports en commun furent particulièrement touchés (16 projets sur 44).

Marilene de Paula

Coordnatrice du programme Droits de la personne humaine
Fondation Heinrich Böll Brésil

Solidar Suisse

Avenue Warnery 10
1001 Lausanne
www.solidar.ch/

Octobre 2014/ juillet 2015